

## Silvio Berlusconi veut réformer la fonction publique pour redresser les comptes de l'Italie

Le gouvernement italien s'est lancé un défi pour tenir d'ici à 2011 l'engagement européen du retour à l'équilibre budgétaire. Le plan d'austérité prévoit un filet social pour les démunis

ROME  
CORRESPONDANT

L'Italie du gouvernement Berlusconi se veut vertueuse en matière de finances publiques, réformatrice sur le plan économique et solidaire envers les plus démunis. Telle est la représentation qu'en donnent les grandes lignes de la politique budgétaire que Giulio Tremonti, le nouveau ministre de l'économie et des finances, a esquissée pour les trois prochaines années.

Son projet de loi de finances a provoqué l'unanimité au sein du conseil des ministres qui l'a adopté en moins de dix minutes, le 18 juin. A ce record de vitesse s'est ajouté un inédit consensus dans la presse et parmi les experts au cours des jours suivants, au fur et à mesure que sont apparus les détails du document de programmation économique et financière (DEPF) pour 2009.

M. Tremonti a rappelé l'engagement « non négociable », pris vis-à-vis de la Commission européenne, de ramener le budget à l'équilibre en 2011. Le déficit sera de 2,5 % du produit intérieur brut (PIB) en 2008, au lieu des 2,4 % prévus en raison d'une croissance plus faible qu'espérée (+ 0,5% au lieu de 0,6 %), mais il devrait descendre à 1,8 % dès 2009 et à 0,9 % en 2010. Même courbe vertueuse pour la dette publique, qui devrait passer sous la barre des 100 % du PIB dans trois ans (97 % en 2011 contre 103,9 % en 2008). Pour atteindre cet objectif, le gouvernement devra réaliser 34,5 milliards d'économies et de recettes nouvelles, dont 13 milliards pour le seul exercice 2009.

Les deux tiers des réductions de dépenses doivent se faire par des gains de productivité dans la fonction publique et des transferts de charges de l'Etat vers les collectivités territoriales, notamment la gestion du patrimoine immobilier. Dès sa prise de fonctions, le ministre de la fonction publique, Renato Brunetta, avait annoncé une chasse aux *fannulloni*, les « fonctionnaires fainéants ». Mobilité et méritocratie seront encouragées. « Le fait que le gouvernement mette sa réputation en

jeu sur des objectifs aussi ambitieux que la réduction de la dette publique, qui pénalise la croissance, et la rigueur dans l'administration est un signal très positif », estime l'économiste Fabio Pammolli.

Les recettes nouvelles se feront en partie sur le dos des compagnies pétrolières, des banques et des assurances, dont les bénéficiaires seront surtaxés. L'Union des pétroliers italiens a déploré que le secteur soit « diabolisé et considéré comme la cause de tous les maux ». Mais l'opinion a apprécié cette mesure conjoncturelle que Giulio Tremonti a baptisée « *taxe Robin des bois* », par allusion au héros de la forêt de Sherwood qui dévalisait les riches pour redistribuer aux pauvres. Dans le même registre, le ministre a affirmé sa détermination à lutter contre les paradis fiscaux, tout en adoucissant les dispositions jugées « policières » de son prédécesseur contre l'évasion fiscale des petites entreprises.

Un demi-milliard d'euros devrait être consacré à une « *carte sociale* » destinée aux plus défavorisés. Cette carte prépayée, d'une valeur annuelle de 400 euros, devrait leur permettre d'acheter « en toute discrétion » des produits alimentaires de base et de bénéficier de réductions sur leurs dépenses d'énergie.

Les syndicats ont cependant critiqué le caractère « *compassionnel* » de cette « *carte de la pauvreté* ». Confrontés à la baisse du pouvoir d'achat, ils s'insurgent contre les prévisions du gouvernement en matière d'inflation, qui servent de base aux négociations de branches sur les salaires. Le plafond a été fixé à 1,7 % en 2009, alors que les diverses estimations situent la hausse des prix entre 3,6 % et 5 %.

Giulio Tremonti a évoqué la possibilité de nouvelles privatisations et la poursuite de la politique de libéralisation des services, difficilement amorcée en 2006 par Romano Prodi. Pour se prononcer définitivement sur la politique économique et sociale du gouvernement, les observateurs attendent de connaître les projets concernant le système de prévoyance (financement des retraites), et surtout la façon dont sera réalisée la principale promesse électorale de la nouvelle majorité : le fédéralisme fiscal. Pour Fabio Pammolli, « *la répartition entre l'Etat et les régions, ainsi que la péréquation entre les régions, seront des éléments capitaux, surtout dans un pays qui souffre d'un tel fossé entre le Nord et le Sud* ». ■

